

Les leçons de la première

Les élus namurois ont passé en revue la gestion communale de la seconde vague de la pandémie.

• Vincent DESGUIN

Une discussion longue, mais sans doute bien nécessaire alors que la crise sanitaire est omniprésente dans l'esprit de tous les élus et des citoyens namurois. Mardi soir, avant même d'entamer l'ordre du jour du conseil communal à proprement parler, les élus communaux ont échangé sur la gestion de la seconde vague de la pandémie par la Ville de Namur. Un constat : de nombreuses leçons ont été tirées de la première vague, mais rien n'est encore gagné.

Hôpitaux

Maxime Prévot a tout d'abord rappelé les craintes exprimées par les trois directions des hôpitaux namurois il y a une dizaine de jours quant à l'arrivée d'un pic des hospitalisations durant la semaine de Toussaint.

Celui-ci a alors confié que pour faire face au manque de personnel soignant, dont plusieurs membres ont été écartés pour cause de maladie ou de quarantaine, la possibilité de recourir au pouvoir de réquisition du bourgmestre a été évoquée. Des listes de personnes pouvant être mobilisées à court terme ont ainsi été dressées. « De notre côté, nous préparions l'arrêt, au cas où. Finalement, les choses se sont mieux passées qu'escompté, mais nous étions disposés à le faire, nécessité faisant loi », a-t-il expliqué. Si désormais, la problématique du manque de personnel subsiste, quoique de manière moins aiguë, le bourgmestre a tenu à souligner qu'il est « précoce de crier victoire. »



En investissant dans son propre dispositif de testing en juillet, la Ville s'est donné les moyens pour gérer la crise de manière préventive.

Ensuite, l'élu a salué l'ouverture d'une structure de soin intermédiaire à l'hôpital du Beau Vallon, coordonné par la cellule de crise du gouverneur de la province de Namur.

Pour rappel, cette structure pouvant accueillir jusqu'à 25 malades nécessitant toujours un suivi important, mais moins intensif, permet de réduire la pression portée sur les hôpitaux. Par ailleurs, le premier élu namurois s'est fait l'écho d'une autre source d'inquiétude qui touche le monde hospitalier : celui du grand nombre de personnes qui choisissent de postposer une série de soins.

Enfin, Maxime Prévot a rappelé tout le soutien apporté par la Ville aux différents centres de testing installés sur son territoire. Une aide tant matérielle que financière, comme à Belgrade, où la Ville devra s'acquitter d'un loyer de 10 000 euros auprès de la Défense qui n'occupe pourtant plus les lieux. Une situation que l'élu déplore, tout en se gardant de pouvoir polémiquer, l'intérêt du citoyen l'emporte sur ce

genre de considérations.

Maisons de repos

Dans les maisons de repos du CPAS, la situation des dernières semaines a, elle aussi, été marquée par une importante tension au niveau du personnel. De la mise en quarantaine à la réorganisation des dispositifs, les acquis de la première vague ont été bien utiles. « Il y a 15 jours, le taux d'absentéisme a été tel que nous avons compté jusqu'à 53 ETP absents en même temps », a témoigné Philippe Noël, président du CPAS. « Nous avons tenu le coup, notamment grâce à la mobilisation d'étudiants en recherche de stage. »

Concernant, la gestion des contaminations, si l'Harscamp a récemment été sélectionnée par l'AViQ pour participer à la phase pilote du testing salivaire, Philippe Noël a également rappelé que la Ville avait investi dès juillet dans son propre système de testing. Depuis lors, 2 158 tests ont été effectués. « Nous avons détecté 47 cas positifs parmi les résidents, 49 cas positifs auprès des membres du personnel et 7 au niveau des stagiaires », a dé-

taillé l'élu. Grâce à ces tests, un cluster a pu être identifié au Grand Pré (Wépion) il y a une quinzaine de jours. « 10 cas positifs ont été détectés, tous n'étaient pas symptomatiques, mais il n'empêche que grâce à ce testing, nous avons pu anticiper la situation et adapter la gestion en conséquence. »

Et d'ajouter : « Nous avions également des cas dans les autres maisons, mais avec des proportions moindres. » À ce jour, 20 résidents des maisons de repos namuroises et 29 membres du personnel sont positifs au Covid.

On notera que ce temps d'échange a été apprécié par les élus de tous bords comme en ont témoigné les nombreuses interactions. « La minorité est aussi là pour apporter son soutien et ses vues en cas de besoins », a résumé Fabian Martin (PS).

Il a été convenu que désormais, ces échanges se dérouleraient lors de chaque séance du conseil et une fois de plus, toutes les deux semaines.

« Ces réunions permettront d'aller plus dans les détails et de prendre le temps », s'est réjoui Thierry Warmoes (PTB). ■

VITE DIT

Action policière

Chargée de veiller au bon respect des mesures visant à lutter contre le Covid, la police a dressé depuis fin octobre 156 PV. Parmi ceux-ci, on en dénombre 63 pour non-respect du couvre-feu et 48 pour non-port du masque. Par ailleurs, 43 infractions à la règle sur les rassemblements (NDLR : pas plus de 4 personnes) ont été constatées.

Fracture numérique

Garantir un enseignement de qualité est un enjeu de taille particulièrement difficile à rencontrer en cette période trouble. Le recours à la technologie s'est imposé, reste cependant la fracture numérique.

Pour la réduire, Patricia Grandchamps, échevine de l'Enseignement, a annoncé que la Ville comptait investir d'ici la fin de l'année dans l'achat de tablettes pour les écoles et élèves qui le nécessitent.

Stocks de matériel

La Ville dispose de suffisamment de matériel pour affronter la seconde vague, a fait savoir l'échevin Tanguy Auserp, en charge de la logistique. Le stock fédéral dont dispose la ville est estimé à 500 000 masques chirurgicaux, 20 000 blouses et compte également lunettes, gants et gel hydroalcoolique. En ce qui concerne le stock communal, il compte notamment 34 000 masques chirurgicaux, 10 000 masques FFP2 et 250 visières, ainsi que 40 000 masques réutilisables à destination de la population.

Enfin, dans les prochaines semaines, 15 distributeurs de gel hydroalcoolique, accessibles aux PMR, seront installés dans la Corbeille et l'Avenue Materne.

En interne, certains agents pourront être détachés de leurs services pour renforcer l'Économat. **V.D.**